

Jaurès et les patrons

Le faux et le vrai

Gilles Candar



Jaurès et les patrons

Le faux et le vrai

Gilles Candar

SOMMAIRE

Le faux	6
Le vrai	9
<i>« Les misères du patronat »</i>	21

INTRODUCTION

Cette étude est consacrée à Jaurès. Un Jaurès inattendu, un Jaurès aussi de bien des malentendus, parfois involontaires, mais souvent répétés. Régulièrement en effet apparaît au détour d'une citation, dans un magazine, ou un document de campagne électorale, voire dans des interventions d'apparence savantes, tout ou extraits d'un texte se présentant comme un article de Jaurès intitulé « les misères du patronat » et provenant de *La Dépêche*, dite « de Toulouse » dont *La Dépêche du Midi* est aujourd'hui l'héritière.

De fait, à la date généralement indiquée, le mercredi 28 mai 1890, figure bien un éditorial de Jaurès ainsi nommé. Nous le reproduisons intégralement ci-après, copié d'après l'original. Signalons que, selon l'usage, l'orthographe a été actualisée : Jaurès écrit « contre-maître » et pas encore « contremaître ». C'est tout. Cela dit, tout commence alors ! Cet article pose en effet deux problèmes.

Gilles Candar est professeur d'histoire en classes préparatoires au lycée Montesquieu (Le Mans), président de la Société d'études jaurésiennes.

Commençons par le plus facile : sa modification, ou plutôt sa falsification, puis son usage dans le débat politique contemporain.

Le faux

Il semble que les faits remontent aux années 1970. Dans les milieux patronaux notamment circule alors une version de ce texte singulièrement « améliorée ». Titre, date et certains extraits sont correctement donnés, mais plusieurs passages sont supprimés. En revanche, d'autres sont ajoutés qui font penser à un pastiche de Jaurès. Voici par exemple l'ajout le plus symptomatique : « Il n'y a de classes dirigeantes que courageuses. À toute époque, les classes dirigeantes se sont constituées par le courage, par l'acceptation consciente du risque. Dirige celui qui risque ce que les dirigés ne veulent pas risquer. Est respecté celui qui, volontairement, accomplit pour les autres les actes difficiles ou dangereux. Est un chef celui qui procure aux autres la sécurité en prenant pour soi les dangers.

Le courage, pour l'entrepreneur, c'est l'esprit de l'entreprise et le refus de recourir à l'État ; pour le technicien, c'est de refuser de transiger

avec la qualité ; pour le directeur du personnel ou le directeur d'usine, c'est la défense de la maison ; c'est, dans la maison, la défense de l'autorité, et, avec elle, celle de la discipline et de l'ordre. »

Le lecteur un tant soit peu familier de Jaurès détecte aussi vite le faux – quel républicain même le plus modéré aurait au XIX^e siècle exalté l'autorité sans la liberté, son complément nécessaire, ou ainsi exalté, de manière si bonapartiste, un chef qui ne serait pas choisi et contrôlé par la démocratie ? – qu'il en voit les ressorts : un peu de coloration jaurésienne avec la référence au courage qui fait songer à la célèbre période finale du discours à la jeunesse, prononcé à l'occasion de la distribution des prix du lycée d'Albi le 30 juillet 1903. Cela sonne comme du Jaurès... et cela lui fait dire le contraire de tout ce qu'il a toujours dit, en 1890 comme après.

Faut-il faire un florilège des utilisations de ce faux ? Il a concerné les milieux les plus divers, et il est probable que si à l'origine il a bien fallu une intention malicieuse et une contrefaçon délibérée, les usages ensuite du texte ont pu être commis avec bonne foi. Mais enfin, le document ainsi arrangé a circulé, et on a pu le retrouver diffusé ou cité aussi bien par la CGPME, le syndicalisme

agricole du Massif Central, le courrier des lecteurs du *Monde* (15 novembre 1977) ou par des hommes politiques, de gauche comme de droite, puis évidemment relancé et diffusé un peu partout sur Internet. Dans la période récente, Laurence Parisot l'a utilisé lors de l'assemblée générale du MEDEF (janvier 2007), et François Fillon au cours de la dernière campagne présidentielle s'y était référé sur son blog. Du coup, il fut souvent repris, circonscription par circonscription, par des militants de la majorité présidentielle. « L'erreur est humaine, c'est persévérer qui est diabolique ». Le dicton peut se vérifier : les jaurésiens signalèrent à plusieurs reprises dans leur bulletin, par courrier aux personnes ou organes concernés ou articles dans la presse l'erreur commise : Madeleine Rebérioux et Jean-Pierre Rioux dans le n° 68 de *Jean Jaurès, bulletin de la Société d'études jaurésiennes* (janvier-mars 1978), moi-même dans le n° 100 (janvier-mars 1986) et le n° 118 (juillet-septembre 1990), Alain Boscus dans *La Dépêche du Midi* (13 juin 2007). Le lecteur intéressé en retrouvera quelques échos sur le site www.jaures.info. Souvent (pas toujours !), les personnalités mises en garde rectifièrent le tir et publièrent des correctifs. Sans qu'il faille nécessairement y voir une vérité générale, j'observe qu'en général les politiques corrigent plus volontiers que les

responsables patronaux. L'habitude du débat contradictoire sans doute ? Démentis et correctifs n'empêchent pas au demeurant le texte faussé de circuler, ça et là. Il faut sans doute en prendre son parti, poursuivre notre travail d'information et se dire que peu à peu la vérité, ou tout simplement la rigueur et l'exactitude, finissent par se frayer leur chemin. Le magazine *Histoire d'entreprises* a pu ainsi dans son n° 2 (mars 2007) donner le texte exact de l'article de Jaurès dans un entretien avec Michel Rocard sous le titre un peu sensationnel, mais pas inexact : « Quand Jaurès défendait les patrons ! ». Il est d'autant plus dommage que le même Michel Rocard, se référant sans doute à des notes un peu anciennes, ait un peu trop rapidement intitulé une tribune libre dans *Le Monde* (6 mars 2008) : « Patrons français, soyez fiers de l'être ! » en croyant reprendre le titre de l'article de Jaurès, sans d'ailleurs non plus vraiment se référer à son contenu.

Le vrai ?

Il serait en effet abusif de se contenter de la dénonciation de la version tronquée et faussée et d'oublier de s'expliquer sur le texte de Jaurès

lui-même, qui est en effet aussi intéressant que susceptible de surprendre voire de choquer certaines consciences militantes à gauche. Il est donc nécessaire de présenter et commenter l'article lui-même.

Pour cela, il faut bien sûr reconstituer le contexte de l'article. Jaurès est alors professeur de philosophie, chargé de conférences, à la faculté de Toulouse. Il prépare ses thèses, n'est donc pas encore docteur et bien entendu pas professeur titulaire d'une chaire. Il est déjà très préoccupé de politique : de 1885 à 1889, il a interrompu travaux universitaires, cours et études, pour exercer un mandat de député républicain du Tarn. La modification du mode de scrutin l'a desservi : aux élections de l'automne 1889, candidat républicain dans la circonscription de Castres, il a été battu par le conservateur monarchiste. Le rapport des forces est assez équilibré dans le département à l'ouest, les villes sont plutôt républicaines, mais la Montagne noire est un fief conservateur. Les élections sont le plus souvent âprement disputées. En 1890, personne ne doute que le jeune universitaire, ancien député, reviendra bien vite à la politique. Il est même probable que les gens informés de Toulouse sachent déjà fin mai que Jaurès s'apprête à prendre des responsabilités locales, comme adjoint au maire de

Toulouse chargé de l'instruction publique afin de faire avancer les dossiers universitaires (nouveaux bâtiments et transformations administratives). C'est l'ami du recteur et il connaît du monde, à Paris, dans la politique comme dans les bureaux. Ce sera fait en juillet (et ce sera efficace !). La municipalité est ce que nous appellerions aujourd'hui une municipalité « de gauche », « d'union » ou « plurielle », comme on voudra. À l'époque, cela s'appelle « Union républicaine radicale et socialiste », donc des républicains des diverses nuances, y compris l'élément perturbateur et contestataire fourni par quelques socialistes (dont Jaurès n'est pas bien sûr) critiques, mais en somme intégrés malgré tout à la majorité électorale face au camp conservateur. La dominante est, avec le maire (de 1888 à 1892), Camille Ournac (1845-1925), de tendance radicale.

Jaurès est aussi chargé d'un article hebdomadaire dans le grand quotidien régional en pleine ascension : *La Dépêche*, qui rayonne, depuis Toulouse, sur toute cette part du Midi. Jaurès y écrit depuis le début 1887, au même titre que d'autres vedettes de la politique ou du monde intellectuel dont l'arrivée a montré la montée en puissance et en autorité du quotidien. Ces prestigieuses collaborations font appel aux différents spectres du camp républicain :

des « radicaux » pour la gauche avec Camille Pelletan et Henry Maret, des « opportunistes », qui vont s'appeler « progressistes » puis « modérés », comme Arthur Ranc ou Francisque Sarcey, un spécialiste de politique extérieure très « patriote », sous le pseudonyme de « Jean Frontière », et... un régional (alors que ses nouveaux rédacteurs sont parfois désignés en manchette comme les « collaborateurs parisiens » du journal !), inclassable dans la répartition modérés/radicaux qui est notre Jean Jaurès.

Ce n'est pas le lieu d'épiloguer trop longuement sur les positions politiques de Jaurès au cours des années 1880. Nous y reviendrons à l'occasion de la publication des tomes 1 et 2 des *Œuvres de Jean Jaurès* chez Fayard (fin 2008 pour le premier). Incontestablement, Jaurès est républicain. Tout aussi incontestablement, il n'est pas « radical »... Admirateur de Gambetta, de Ferry aussi et de son œuvre scolaire, même, et ardemment, au moins au début, de sa politique coloniale, il pourrait être classé parmi les « opportunistes »... sauf qu'il s'en est très tôt distingué ! D'abord il se veut un homme d'union du parti républicain, y compris de l'extrême gauche de la « démocratie radicale ». Il n'a pas voulu s'inscrire à un groupe particulier à la Chambre. Ensuite, il conçoit la République comme

un projet d'ensemble, héritier de la tradition des Lumières et de la Révolution française, comme un combat pour l'émancipation humaine généralisée qui doit poursuivre sa route. Il a soutenu les gouvernements annonciateurs d'une volonté de réforme (tel celui de Floquet) et s'est opposé à ceux tentés par une voie conservatrice et d'alliance avec une partie de la droite (Rouvier). Il s'est donc souvent rapproché en pratique des radicaux... Enfin, et sans doute surtout, il s'est tout de suite passionné pour les questions sociales. Face aux crises qui assaillent la majorité républicaine au pouvoir, il estime que l'issue viendra d'une politique de réformes et avant tout de l'adhésion des milieux populaires et ouvriers à la République. Il a durement ressenti le choix des ouvriers de Carmaux pour la droite conservatrice lors des élections de 1889. Bref, républicain d'abord et avant tout, dans une situation dangereuse pour la République (victorieuse en 1889, mais durement secouée auparavant par le boulangisme, alors que la situation économique et sociale est des plus mauvaises et que le scandale du Panama n'a pas encore éclaté).

Une fois par semaine, il explique, il commente la situation politique, intérieure ou extérieure, aux lecteurs du journal. Ce peut être sur les vicissitudes de la vie parlementaire, contre la « démagogie »

ou les « équivoques » du boulangisme. Ce peut être aussi sur des sujets plus sociaux, qui montrent l'action de la République pour faire avancer l'enseignement du peuple ou lutter contre la crise agricole ou le marasme économique. C'est aussi, assez fréquemment, des analyses sur la société française, son évolution et les réformes à envisager. Le lecteur aura compris que c'est d'abord dans ce contexte que doit être abordé l'article de Jaurès ; il a parlé, ou il parlera, des paysans (« Métayers et fermiers », « Les paysans », « Le retour de la foire », « Les raisins secs », etc.), des ouvriers (« Droits des syndicats ouvriers », « Les délégués mineurs », « Les verriers », « Les caisses de retraite et le socialisme », etc.), aussi des professions intellectuelles comme on commence à dire (« La jeunesse pensante et le peuple », « La réforme du baccalauréat », etc.), il parle aussi bien entendu de la bourgeoisie (« La fin des classes dirigeantes », « Le capitalisme et la classe moyenne », etc.).

Pour lui, le mot « bourgeoisie » n'est pas tabou et n'a rien de péjoratif. Disciple de la Révolution française, Jaurès articule un projet politique qui repose sur l'alliance entre toutes les forces du travail, populaires et bourgeoises, face au monde des conservateurs, des

nostalgiques de l'Empire ou de l'Ancien Régime. Ses adversaires, ce sont les grands propriétaires, nobles le plus souvent (les chefs régionaux de la droite s'appellent le baron Reille secondé par sa famille, dont son gendre, le marquis de Solages, qui dirige les mines de Carmaux), l'Église, bref les gens du château et du presbytère, tous ceux attachés à une société de hiérarchie et de privilèges. Face à eux, le « parti républicain » doit former ce que Jean Poperen aurait jadis appelé un « front de classes » : bourgeoisie, paysannerie, ouvriers et employés en somme.

Évidemment, la première chose qui frappe à la lecture de cet article est à quel point le socialisme qu'il présente n'est pas un socialisme « marxiste » ou de « lutte de classes ». Il faut du reste entendre le « socialisme » sous la plume de Jaurès comme étant alors une inspiration à régler les problèmes sociaux, dans un sens démocratique et populaire, et non pas encore comme indiquant une tendance politique précise et distincte des autres forces républicaines. Candidat aux élections de 1889 ou de 1890, Jaurès ne songe pas du tout à se revendiquer d'une étiquette « socialiste ». Il lui suffit d'être républicain. Son socialisme exprime une orientation intellectuelle, dans l'acception courante du terme au milieu du XIX^e siècle, qu'il

peut lui arriver d'ailleurs de revendiquer, dans tel ou tel discours ou article, dès 1886. Mais ce n'est pas une position politique spécifique. Cela changera (en 1893 pour Jaurès avec sa candidature à Carmaux sur la base du programme du Parti ouvrier...), mais pour le moment (1890), il en est ainsi. C'est pourquoi il s'emploie à rattacher cet idéal à un effort d'émancipation et de réconciliation de l'humanité qui vaudrait aussi bien pour les ouvriers que pour la bourgeoisie d'entreprise.

Jaurès change-t-il par la suite ? Oui et non. Son analyse de la société se fait plus tragique. La lutte des classes, le conflit entre le Capital et le Travail prend une place plus importante et même fondamentale. Le sens du conflit qui était sans doute d'abord pour lui politique et culturel dans les années 1880 se leste d'un contenu économique et social substantiel qui passe au premier plan. La perspective générale de l'évolution de l'humanité lui semble passer par la socialisation de la propriété, par l'abolition du système patronal et salarial au profit d'une organisation collective de l'économie. En outre, et c'est connu, il mène de dures campagnes contre le patronat, dans le Tarn et ailleurs, contre le conservateur Solages (la mine) et contre le républicain Resseguier (la verrerie) à

Carmaux, mais aussi au niveau national, avec les cheminots, les mineurs, les terrassiers et bien d'autres, voire les postiers ou les instituteurs contre l'État-patron.

Ce changement est progressif. Jaurès n'est pas devenu socialiste comme Saint Paul ou Claudel ont pu se convertir, par une illumination soudaine. Il est assez vain de chercher en lui un élément déclencheur de son évolution, plus important que d'autres : la pratique politique, le contact avec des milieux sociaux diversifiés, la lecture de Marx ou les conversations avec Lucien Herr... Tout a joué bien sûr. Déjà au cours des années 1880, on le voit souvent s'impatienter, rêver à la reconstitution des républicains qui se répartiraient en une aile modératrice ou temporisatrice et une aile progressiste et avancée. Mais il estime que pour que cela soit possible il faut d'abord écarter les adversaires de la Liberté. En somme, il pressent l'organisation à venir de la politique française. Il faut d'abord être républicain. Si péril il y a, d'un retour à la monarchie ou d'un césarisme, plus tard de dictature ou d'extrême droite, la logique républicaine doit l'emporter... Cette figure classique a joué en 1885 et 1889, elle se retrouvera bien évidemment souvent par la suite (jusqu'en 2002 !)...

Mais en situation « normale », démocratique et républicaine, une gauche doit s'opposer à la droite pour défendre et faire avancer les droits et revendications des milieux populaires, au nom de l'égalité, de l'émancipation, de la fraternité... Il ne s'agit pas d'une volonté de revanche, d'un ressentiment personnel. Que Jaurès soit convaincu que les solutions d'émancipation passent par la propriété sociale des moyens de production et d'échange ne signifie pas pour autant qu'il méprise ou rejette les détenteurs actuels de ces moyens de production. Sur ce point, il reste parfaitement fidèle à l'esprit de son article de 1890. « Nous voulons la révolution, mais nous ne voulons pas la haine éternelle », aimera-t-il à dire... Il est significatif qu'il prononce ses paroles dans sa conférence sur « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste » (10 février 1900), qui est sans doute le texte où il s'affirme le plus proche des conceptions économiques du marxisme concernant la théorie de la valeur et l'exploitation capitaliste. La société socialiste qu'il espère devra, pour lui, apporter beaucoup plus et mieux à l'ensemble de l'humanité, en mettant fin à l'exploitation capitaliste. La bourgeoisie, dont Jaurès salue fréquemment les qualités d'intelligence et de travail, libérée en quelque sorte de la recherche déshumanisante du profit, trouvera utilement à s'employer et à exprimer ses talents dans cette nouvelle organisation sociale.

Évidemment, cela passe par des combats, politiques et sociaux. Et Jaurès, en 1890 comme avant ou après, sait aussi se battre. Cela ne lui déplaît pas tant que cela : « Pour bien se comprendre, il faut d'abord se cogner un peu, en paroles bien entendu », a-t-il récemment écrit dans *La Dépêche* (« La démocratie radicale », 14 octobre 1888). Et, en campagne, en manifestation, l'engagement peut aussi être très physique. Mais Jaurès n'oublie pas que la bataille politique et sociale n'a de sens que si elle est au service d'un idéal supérieur. C'est même cette absence de visée à long terme, de philosophie générale comme soubassement à la politique, qu'il finit par reprocher à ses collègues républicains qu'il trouve trop « gestionnaires » à l'image d'un Jules Ferry. Et pour Jaurès, il ne faut pas réserver à quelques initiés sa conception d'ensemble du mouvement des choses et des idées, mais les communiquer au plus grand monde. C'est ce qu'il fait, par exemple dans *La Dépêche*. Et il le fera toujours, dans *La Petite République* et *L'Humanité* à Paris, comme dans *La Dépêche* à Toulouse, ou à la tribune de la Chambre des députés. Il réfléchit, s'explique, évolue aussi, mais sans se renier, avec toujours les mêmes objectifs d'ensemble en tête, mais s'adaptant au terrain, se renouvelant, gardant sa capacité d'action et de réflexion.

Cet article ne doit donc être lu ni comme une révélation, ni comme l'expression d'un jaressisme « authentique », ou au contraire pas encore « constitué », mais comme un moment du socialisme jaurésien, à comprendre dans son contexte et à inscrire en perspective. Libre à chacun de privilégier tel ou tel aspect chez Jaurès, les phrases plus âpres et véhémentes des combats prolétariens, son espérance d'une socialisation de la propriété qui transformerait les rapports humains, ou comme ici son attention à tous les aspects de la vie sociale qui fait parfois pressentir des analyses plus modernes sur l'aliénation. Il serait vain et un peu ridicule de vouloir enfermer dans telle ou telle formulation celui qui appelait à être fidèle au « foyer des aïeux » en en prenant « la flamme » et non « la cendre » (*Pour la laïque*, 21 janvier 1910). Il est revigorant de le voir allier avec tant d'éclat la compréhension du réel et la quête de l'idéal.

« *LES MISÈRES DU PATRONAT* »

Jean Jaurès
La Dépêche [de Toulouse], 28 mai 1890

« C'est une erreur grave de croire que le socialisme ne s'intéresse qu'à une classe, la classe des ouvriers, des producteurs manuels. S'il en était ainsi, il remplacerait simplement une tyrannie par une tyrannie, une oppression par une oppression. Lorsque Danton disait : « Nous voulons mettre dessus ce qui est dessous, et dessous ce qui est dessus », c'était le mot d'un politicien révolutionnaire excitant les convoitises dans un intérêt passager ; ce n'était pas le mot d'un socialiste. Le socialisme vrai ne veut pas renverser l'ordre des classes ; il veut fondre les classes dans une organisation du travail qui sera meilleure pour tous que l'organisation actuelle. Je sais bien que les meneurs du socialisme le réduisent trop souvent, par des déclamations violentes et creuses, à un socialisme de classe,

d'agression, de convoitise ; mais je sais aussi que la vraie doctrine socialiste, telle que les esprits les plus divers l'ont formulée, les Louis Blanc, les Proudhon, les Fourier, est bien plus large et vraiment humaine : c'est le bien de la nation tout entière, dans tous ses éléments sains et honnêtes, qu'elle veut réaliser.

En fait, si l'on va au fond des choses, le système d'individualisme à outrance, d'âpre concurrence, de lutte sans merci qui régit aujourd'hui la production fait presque autant de mal à la classe bourgeoise dans son ensemble qu'à la classe ouvrière. Le patronat a ses misères qui ne sont pas les mêmes que celles de l'ouvrier, qui sont moins apparentes, moins étalées, mais qui souvent sont poignantes aussi.

Tout d'abord, les tout petits patrons sont, d'année en année, après bien des efforts et des souffrances, emportés par la grande industrie. Il y avait, en 1860, dans l'industrie française, 180 mille chevaux-vapeur ; en 1871, il y en a 315 mille ! En 1887, il y en a 748 mille. Cet énorme accroissement du machinisme correspond à la disparition graduelle de la petite industrie, et elle ne va pas sans souffrances pour d'innombrables petits patrons. Ceux qui luttent

encore dans un certain nombre d'industries comme la coutellerie, la tannerie, sont menacés : ils ne résistent qu'à force d'économie personnelle et de labeurs ; ils travaillent avec leur petite équipe d'ouvriers, autant qu'eux, plus qu'eux, pour donner l'exemple ; et ils ont de plus des soucis que les ouvriers n'ont pas. Il y a des échéances qui pressent, il y a une baisse soudaine dans la valeur des produits, et le crédit peut se dérober.

De même, dans la moyenne industrie, il y a beaucoup de patrons qui sont à eux-mêmes, au moins dans une large mesure, leur caissier, leur comptable, leur dessinateur, leur contremaître ; et ils ont, avec la fatigue du corps, le souci de l'esprit que les ouvriers n'ont que par intervalles. Ils vivent dans un monde de lutte où la solidarité est inconnue. Jusqu'ici, dans aucun pays, les patrons n'ont pu se concerter pour se mettre à l'abri, au moins dans une certaine mesure, contre les faillites qui peuvent détruire en un jour la fortune et le crédit d'un industriel. Une grève éclate-t-elle, il n'est pas sans exemple que les plus gros industriels qui la peuvent supporter la voient avec une satisfaction parce qu'elle écrasera les autres et qu'ils en recueilleront les dépouilles. Entre tous les producteurs, c'est la lutte sans merci : pour se disputer la clientèle, ils

abaissent jusqu'à leur dernière limite, dans les années de crise, le prix de vente des marchandises ; ils descendent même au-dessous des prix de revient ; ils sont obligés d'accorder des délais de paiement démesurés, qui sont pour leurs acheteurs une marge ouverte à la faillite, et s'il leur survient le moindre revers, le banquier aux aguets veut être payé dans les vingt-quatre heures.

De plus, les industriels moyens sont de plus en plus menacés par la coalition des puissants qui, en se syndiquant, disposent des prix, font la loi sur le marché et éliminent la concurrence. Ils ne jouent pas, ils sont même le contraire du joueur, puisqu'ils bâtissent une modeste fortune peu à peu par le travail, mais il y a au-dessus d'eux des fureurs de jeu, de spéculation. Et ces spéculations, auxquelles la moyenne industrie ne prend aucune part, peuvent la ruiner en un jour. Il plaît au Comptoir d'escompte de spéculer : il se ruine, et, sans l'énergie du ministre des finances, il y avait une panique générale. Les maisons de banque étaient obligées de rendre d'énormes dépôts. Dès lors, elles devaient exiger le règlement immédiat de tous les comptes ouverts aux industriels, et nul ne peut dire combien de désastres auraient suivi. Ainsi, par le plus déplorable enchaînement, des hommes de travail sont engagés, malgré eux et à leur insu, dans des péripéties de

spéculations qui ne les enrichiront pas si elles réussissent, qui les ruineront si elles échouent.

Aussi, moins vite que la toute petite industrie, mais cependant d'un mouvement certain et inévitable, la moyenne industrie décroît devant la grande industrie et devant l'industrie anonyme. L'industrie anonyme, inconnue en France, il y a soixante ans, y représente aujourd'hui environ la moitié du chiffre d'affaires. Et songez, je vous prie, à combien d'efforts stériles, d'inquiétudes et de défaites définitives correspond cette élimination graduelle du patronat moyen.

La grande industrie aussi a ses soucis et ses charges. Il y a de grandes maisons que tous ou presque tous jugeaient prospères, qui tombent en faillite, en laissant un passif considérable où disparaît quelquefois l'épargne d'innombrables familles pauvres. Ce n'est pas toujours le désordre des chefs qui entraîne ces grandes ruines. Il a suffi quelquefois, à l'origine, d'une démarche imprévoyante ; et comme aujourd'hui la grande industrie se complique presque inévitablement de spéculations et de jeu, comme il n'y a presque plus dans les sucres, les laines, les fontes, de grand producteur qui ne soit un grand spéculateur, il y a de puissantes fortunes qui

peuvent être compromises en quelques jours. Ce qu'il y a de plus affligeant dans plusieurs des grosses faillites qui se produisent, c'est que, bien souvent, elles remontent en fait à dix ans en arrière. Depuis dix ans, la maison ne vit plus que d'expédients secrets, et chacun de ces expédients est une capitulation de conscience. L'industriel espère se sauver et il fait des victimes de plus ; puis, il en fait encore pour retarder l'heure de la chute inévitable. Sa conscience décroît avec ses chances de salut, et il se trouve ainsi que d'honnêtes gens finissent par laisser leur honnêteté même sous les ruines de leur maison. Il doit y avoir là bien des drames de conscience et des souffrances cachées auprès desquelles toute autre souffrance est peu de choses.

Mais voici ce qu'il y a de plus triste dans la condition du patronat. Si tous ces hommes acceptent ainsi de se surcharger de travail, de responsabilités et de soucis, c'est avec le seul espoir de faire fortune, et le plus possible. Il ne s'agit pas pour eux de gagner de l'argent modérément ou suffisamment ; il s'agit pour eux et nécessairement de gagner le plus d'argent possible ; ils ne pourraient pas supporter la tension nerveuse à laquelle beaucoup d'entre eux sont condamnés, s'ils limitaient leur ambition. Comme ils peuvent tout perdre dans

une crise et qu'il n'y a pas de limite à leur ruine, ils ne peuvent pas non plus accepter qu'il y ait de limite à leurs espérances de gain. Des inquiétudes sans mesure d'un côté, des ambitions mesurées de l'autre, laisseraient leur âme boiteuse, et ils s'arrêteraient en chemin. De plus, s'ils ne se proposaient pas de porter leurs bénéfices au maximum, ils perdraient leur partie dans la mêlée générale ; car, à côté d'eux, il y en a d'autres qui, eux, portant leurs bénéfices au maximum, écraseraient bientôt les plus modérés par une accumulation supérieure de capitaux. Un général qui ne pousserait pas jusqu'au bout tous ses avantages, qui arrêterait sa victoire à mi-chemin et ne changerait pas en déroute, là où il le peut, la défaite de ses ennemis, ne tarderait pas à perdre la partie. De même, dans la mêlée des intérêts, l'industriel qui ne prétendrait pas au plus de bénéfices possibles ne tarderait pas à être vaincu.

Lorsque les ouvriers accusent les patrons d'être des jouisseurs qui veulent gagner beaucoup d'argent pour s'amuser, ils ne comprennent pas bien l'âme patronale. Sans doute, il y a des patrons qui s'amuse, mais ce qu'ils veulent avant tout, quand ils sont vraiment des patrons, c'est gagner la bataille. Il y en a beaucoup qui, en grossissant leur fortune, ne se donneront pas une jouissance de plus ;

en tout cas, ce n'est point surtout à cela qu'ils songent. Ils sont heureux, quand ils font un bel inventaire, de se dire que leur peine ardente n'est pas perdue, qu'il y a un résultat positif, palpable, que de tous les hasards il est sorti quelque chose, et que leur puissance d'action s'est accrue.

Oui, mais s'il en est ainsi, la condition même du patronat, sa loi, sa vie, c'est d'obtenir de tous les instruments de travail qu'il manie le maximum de rendement net. Or, parmi ces instruments de travail, il y a des hommes, et, je le répète, la condition vitale du patronat dans l'organisation sociale actuelle, c'est de donner à ces hommes le moins possible, et d'en obtenir le plus possible.

Les salaires, les heures de travail, tout cela figure sur les livres de comptes avec le prix des matières premières et l'amortissement de l'outillage. La vie, la santé, la joie, la culture intellectuelle et morale de millions de familles, tout cela, dans l'organisation actuelle du travail, qui n'est que combat, n'est plus qu'un chiffre avec d'autres chiffres. Dans notre société mauvaise, le patronat, en alignant des colonnes de chiffres, ne voit pas, ne doit pas voir qu'il aligne des souffrances humaines.

Je sais bien qu'il y a des progrès dans l'hygiène, dans le salaire ; mais ces progrès sont imposés par les mœurs générales, par l'opinion, par la politique. Sauf quelques exceptions, ils ne viennent pas, ils ne peuvent pas venir de l'initiative patronale. Où sont, dans l'ensemble du monde, les patrons qui, dans la période de grande prospérité, ont songé à instituer des caisses de retraite ? Les compagnies minières qui l'ont fait, et bien imparfaitement, ont vu là surtout un moyen nouveau de discipline. Où sont les industries qui ont pris l'initiative de relever les salaires quand elles le pouvaient ? Toutes ont attendu d'y être contraintes par des réclamations concertées. Les heures de travail n'ont été réduites en Angleterre, aux États-Unis, qu'après d'immenses mouvements ouvriers ou par des actes législatifs. Quand des industriels gardent leur personnel pendant des périodes de chômage, comme les patrons alsaciens s'en faisaient un titre, naguère, ce n'est pas, ce ne peut pas être, au moins dans l'ensemble, par pure philanthropie ; c'est qu'ils ont intérêt à garder rassemblés et bien en main leurs ouvriers pour l'heure de la reprise.

Et ne croyez pas, je vous en supplie, que j'accuse les patrons. Quand les ouvriers les outragent ou les haïssent, les ouvriers se

trompent, les ouvriers ont tort. Ce ne sont pas les patrons qui font cette loi, ils la subissent. Et je considère comme une des plus grandes misères du patronat d'être réduit à ne voir au fond dans les hommes que des éléments. J'en connais parmi les meilleurs qui sont sans cesse partagés entre le désir de faire pour leurs ouvriers plus qu'ils ne font et la crainte, s'ils le font, d'être accablés par un rival. J'en connais qui sont, comme hommes, charitables, humains, démocrates, et qui, comme patrons, cèdent à la loi inexorable du patronat.

Je ne dis pas que les vertus individuelles ne puissent, en quelque façon, réagir sur le système, et les ouvriers font bien la différence de ceux qui sont bons avec eux et de ceux qui ne le sont pas. Mais il ne peut pas y avoir un amalgame profond des vertus individuelles et d'un système de travail qui n'est pas fondé avant tout sur le respect de l'homme. La production capitaliste fonctionne suivant ses lois comme une machine, et il est impossible aux meilleurs des hommes, le voulussent-ils, de faire passer leur âme dans cette machine. C'est ce qui explique le trouble d'esprit et l'incertitude de conscience où j'ai vu quelques grands producteurs. Ils sentent que leurs intentions sont bonnes, qu'individuellement ils ne peuvent

pas faire plus qu'ils ne font ; et ils s'irritent contre les attaques, les hostilités ou les méfiances. Et, d'autre part, ils sentent bien que le système dont ils sont un des rouages est un système de métal qui traite des millions d'hommes comme une matière première. De là, dans l'âme des meilleurs, une sorte d'inquiétude morale, qui vient s'ajouter aux soucis d'une responsabilité continue.

Non, en vérité, le patronat, tel que la société actuelle le fait, n'est pas une condition enviable. Et ce n'est pas avec les sentiments de colère ou de convoitise que les hommes devraient se regarder les uns les autres, mais avec une sorte de pitié réciproque qui serait peut-être le prélude de la justice. Ce n'est pas une œuvre de haine, ce n'est pas une œuvre de classe que le socialisme entreprend en proposant aux hommes une autre organisation du travail ; c'est une œuvre humaine, qui profitera aussi bien en définitive à la bourgeoisie qu'au peuple. »

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN
RÉDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW
RÉALISATION : B&A

FONDATION JEAN-JAURÈS
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
TÉLÉPHONE : 01 40 23 24 00
TÉLÉCOPIE : 01 40 23 24 01
COURRIEL : fondation@jean-jaures.org
SITE INTERNET : www.jean-jaures.org

Gilles Candar

Jaurès et les patrons

Histoire et rumeur...

Au départ, un article de Jean Jaurès dans *La Dépêche* (de Toulouse), « Les misères du patronat », paru dans le numéro daté du mercredi 28 mai 1890.

Depuis quelques décennies, tout ou partie de l'article est cité, tronqué, déformé, transformé par des publications socio-professionnelles ou politiques pour lui faire dire... n'importe quoi.

Gilles Candar analyse l'histoire de cette manipulation et, surtout, décrypte le texte original de Jaurès. On voit alors un futur leader socialiste critique, à la fois sur l'état de la société française de l'époque et sur le programme des républicains.

www.jean-jaures.org

ISBN : 2-910461-66-1
4 €